Nations Unies A/75/317

Assemblée générale

Distr. générale
18 août 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session
Point 73 a) de l'ordre du jour provisoire*
Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par les organismes des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale : renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies

Fonds central pour les interventions d'urgence

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Conformément aux dispositions de la résolution 74/118 de l'Assemblée générale, le présent rapport rend compte des activités menées dans le cadre du Fonds central pour les interventions d'urgence du 1er janvier au 31 décembre 2019. En 2019, le Fonds est demeuré un chef de file mondial de l'action humanitaire. Pendant la période considérée, le Coordonnateur des secours d'urgence a approuvé le versement de 538,7 millions de dollars afin de financer des activités humanitaires vitales dans 49 pays et territoires. En outre, deux prêts d'un montant total de 50 millions de dollars ont été accordés. Au 31 décembre 2019, le Fonds avait reçu un montant de 834,6 millions de dollars pour l'année, ce qui devrait lui permettre de porter son financement annuel à 1 milliard de dollars, objectif approuvé par l'Assemblée dans sa résolution 71/127.

* A/75/150.

20-10806 (F) 121020 151020

Merci de recycler

I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application de la résolution 74/118 de l'Assemblée générale relative au renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport détaillé sur l'emploi des ressources du Fonds central pour les interventions d'urgence. Le rapport couvre les activités menées dans le cadre du Fonds pendant la période du 1er janvier au 31 décembre 2019.

II. Vue d'ensemble des engagements de financement pris par le Fonds

2. Le montant de 538,7 millions de dollars que le Coordonnateur des secours d'urgence a octroyé pour financer des activités humanitaires dans 49 pays et territoires représentait le montant le plus élevé jamais approuvé en un an depuis la création du Fonds (voir tableau 1). En mars et novembre, le Coordonnateur des secours d'urgence a également entériné la concession à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient de deux prêts d'un montant total de 50 millions de dollars destiné à répondre aux besoins essentiels et vitaux des réfugiés de Palestine. Entre sa création en 2005 et la fin de l'année 2019, le Fonds a alloué 6,5 milliards de dollars à l'aide humanitaire dans 106 pays et territoires. Ces subventions ont été accordées directement aux fonds et programmes des Nations Unies et aux institutions spécialisées.

Tableau 1
Subventions accordées par le Fonds central pour les interventions d'urgence entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019

(En dollars des États-Unis)

	Guichet interventions d'urgence	*Guichet financement insuffisant*	*Total*
Montant approuvé	338 771 385	199 900 755	538 672 140
Nombre de pays et territoires bénéficiaires	34	23[a]	49[b]
Nombre de projets financés	300	148	448

[a] Le Brésil, la Colombie, l'Équateur et le Pérou ont bénéficié des subventions régionales destinées à faire face à la crise des réfugiés et des migrants vénézuéliens.
[b] Certains pays et territoires ont reçu des subventions des deux guichets de financement.

Subventions du guichet interventions d'urgence

3. Conformément à la circulaire ST/SGB/2010/5 du Secrétaire général, environ deux tiers des montants alloués par le Fonds doivent être versés par son guichet interventions d'urgence. Les subventions de ce guichet permettent de répondre aux besoins humanitaires en finançant des activités essentielles et vitales dès le début d'une crise soudaine ou en cas de forte aggravation d'une situation d'urgence existante. En 2019, un montant de 338,8 millions de dollars a été alloué par l'intermédiaire du guichet interventions d'urgence, soit le montant annuel le plus élevé versé par ce guichet depuis la création du Fonds (voir tableau 2).

Tableau 2
Fonds central pour les interventions d'urgence : subventions du guichet interventions d'urgence en 2019, par pays
(En dollars des États-Unis)

Pays	*Somme totale allouée*
Angola	6 342 732
Bahamas	1 002 151
Bangladesh	5 239 236
Burkina Faso	3 998 647
Burundi	2 384 881
Comores	2 994 184
Congo	2 987 422
Cuba	1 995 221
Djibouti	1 248 469
El Salvador	1 998 859
Éthiopie	21 109 759
Guatemala	1 986 599
Haïti	6 136 239
Iran (République islamique d')	1 971 476
Kenya	8 008 589
Lesotho	7 850 528
Libye	3 758 398
Malawi	13 352 471
Mozambique	28 946 686
Myanmar	3 494 397
Niger	8 945 682
Ouganda	4 304 763
Pakistan	10 280 648
Philippines	3 066 075
République démocratique du Congo	13 936 464
République populaire démocratique de Corée	5 999 898
Rwanda	1 798 007
Samoa	2 707 068
Somalie	49 869 672
Soudan	29 362 710
Soudan du Sud	27 932 833
Yémen	31 666 052
Zambie	7 988 674
Zimbabwe	14 105 895
Total	**338 771 385**

Subventions du guichet financement insuffisant

4. Jusqu'à un tiers des subventions du Fonds sont destinées aux situations d'urgence insuffisamment financées. Ces subventions, qui sont versées en deux

tranches au cours de l'année, permettent aux partenaires de mener des activités d'une importance vitale dans des zones où le financement de l'aide humanitaire est très insuffisant. Cette approche permet de répondre à des besoins humanitaires essentiels et d'appeler l'attention sur l'insuffisance des financements, ainsi que sur les crises humanitaires dont les donateurs se sont peut-être désintéressés. En 2019, un montant de 199,9 millions de dollars a été alloué par l'intermédiaire du guichet financement insuffisant, soit le montant annuel le plus élevé versé par ce guichet depuis la création du Fonds (voir tableau 3).

Tableau 3
Fonds central pour les interventions d'urgence : subventions du guichet financement insuffisant en 2019, par pays, territoire ou région

(En dollars des États-Unis)

Pays, territoire ou région	*Première tranche*	*Seconde tranche*	*Total*
Afghanistan		15 999 997	15 999 997
Bangladesh		10 104 523	10 104 523
Burkina Faso		6 011 883	6 011 883
Cameroun	11 295 158	5 002 518	16 297 676
Colombie	7 991 845		7 991 845
Djibouti	4 003 125		4 003 125
Érythrée		2 000 112	2 000 112
Haïti	5 018 366		5 018 366
Honduras	2 999 924		2 999 924
Madagascar	4 998 919		4 998 919
Mali		6 000 086	6 000 086
Niger	7 989 787		7 989 787
Ouganda	17 991 573		17 991 573
République démocratique du Congo	31 753 453		31 753 453
République-Unie de Tanzanie	5 989 345		5 989 345
Soudan		14 003 594	14 003 594
Tchad	10 979 313		10 979 313
Ukraine	6 003 065		6 003 065
Venezuela (République bolivarienne du)		10 015 686	10 015 686
Crise régionale des réfugiés et des migrants vénézuéliens[a]		6 000 000	6 000 000
Territoire palestinien occupé	7 748 483		7 748 483
Total	**124 762 356**	**75 138 399**	**199 900 755**

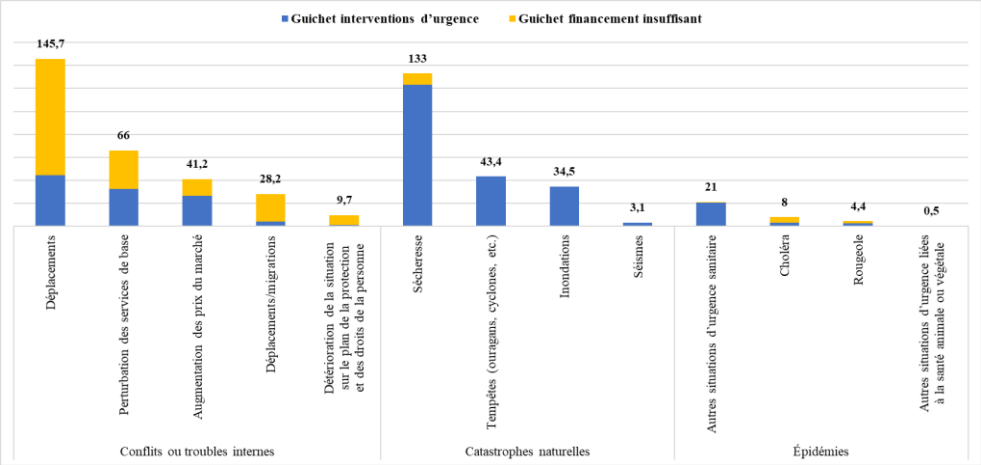
[a] Le Brésil, la Colombie, l'Équateur et le Pérou ont bénéficié des subventions régionales destinées à faire face à la crise des réfugiés et des migrants vénézuéliens.

Subventions par type de situation d'urgence

5. En 2019, la plus grosse part de l'aide, soit 290,8 millions de dollars (54 %), a été fournie dans le contexte de crises causées par des conflits ou des troubles internes. Un montant de 213,9 millions de dollars (40 %) a été alloué pour faire face aux conséquences humanitaires des catastrophes naturelles et un montant de 33,9 millions de dollars (6 %) a été accordé pour faire face à des épidémies.

Figure I
Répartition des subventions du Fonds central pour les interventions d'urgence en 2019 par type de situation d'urgence

(En millions de dollars des États-Unis)

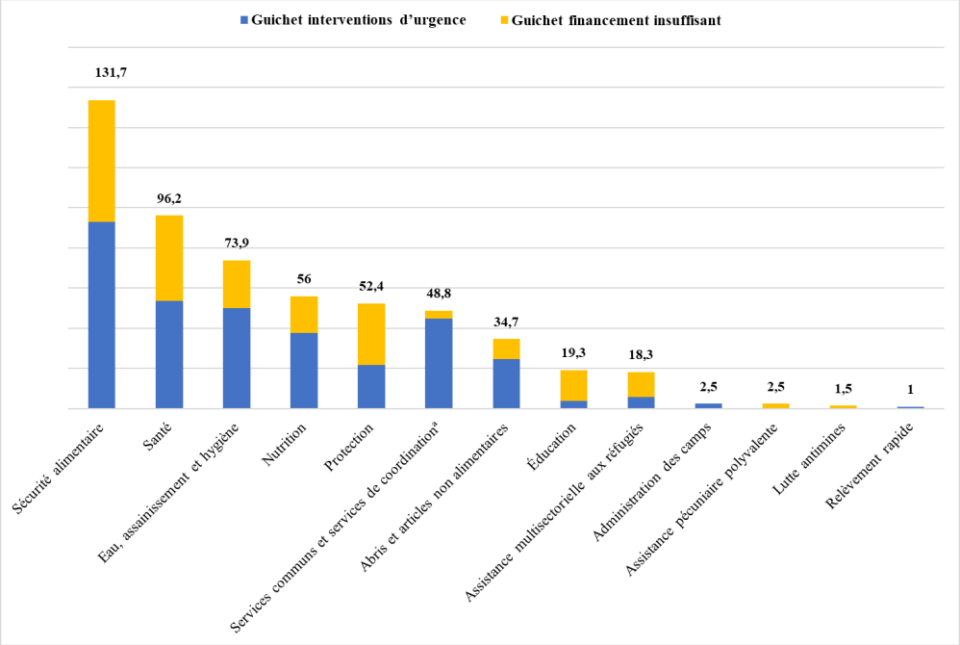


Subventions par secteur

6. Le secteur de la sécurité alimentaire, celui de la santé et celui de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ont reçu collectivement le plus de fonds, soit 56 % du montant total. Le secteur de la sécurité alimentaire s'est vu attribuer 131,7 millions de dollars (24 %), dont 77,2 millions de dollars pour l'aide alimentaire et 54,4 millions de dollars pour l'assistance en termes de moyens de subsistance agricoles.

Figure II
Répartition des subventions du Fonds central pour les interventions d'urgence en 2019 par secteur

(En millions de dollars des États-Unis)



[a] Les services communs et les services de coordination couvrent les services aériens communs d'aide humanitaire, la logistique commune, les télécommunications communes et la sûreté et la sécurité du personnel et des opérations.

Subventions par région

7. La figure III montre la répartition des subventions par région. En Afrique, un montant de 190,7 millions de dollars (49 %) a été alloué pour répondre aux besoins créés par des conflits ou des troubles internes, et un montant de 172,3 millions de dollars (44 %) a été octroyé pour répondre aux besoins découlant des catastrophes naturelles, principalement la sécheresse (110,6 millions de dollars). En outre, un montant de 26,2 millions de dollars (7 %) a été alloué pour faire face à des épidémies.

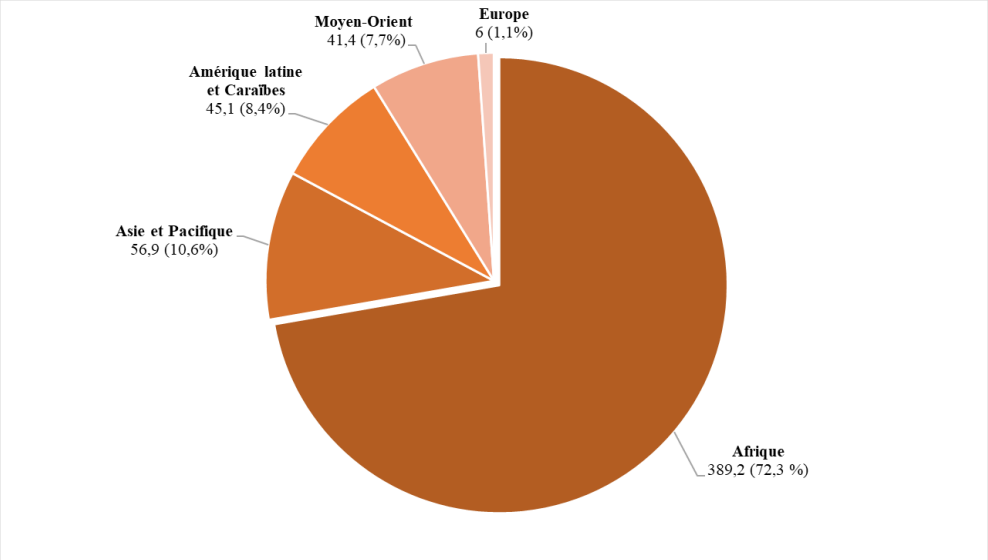
8. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, un montant d'environ 25,1 millions de dollars (56 %) a été alloué pour financer des interventions visant à répondre aux besoins créés par des conflits ou des troubles internes, dont 16 millions de dollars ont servi à répondre aux besoins humanitaires en République bolivarienne du Venezuela et dans quatre pays voisins (Brésil, Colombie, Équateur et Pérou) touchés par la crise régionale des réfugiés et des migrants vénézuéliens. Un montant de 15,1 millions de dollars (33 %) a été alloué dans le contexte de situations d'urgence dues à des catastrophes naturelles. Un montant total de 5 millions de dollars (11 %) a été octroyé pour financer des interventions humanitaires insuffisamment financées et la lutte contre l'épidémie de choléra en Haïti.

9. Sur le montant total des subventions octroyées au Moyen-Orient, plus de 39,4 millions de dollars (95 %) ont servi à répondre aux besoins humanitaires créés par des conflits ou des troubles internes au Yémen et dans le Territoire palestinien occupé. Un montant de 2 millions de dollars (5 %) a été alloué pour faire face aux inondations en République islamique d'Iran.

10. En Europe orientale, 6 millions de dollars ont été versés par l'intermédiaire du guichet financement insuffisant pour faire face aux besoins créés par le conflit en Ukraine.

Figure III
Répartition des subventions du Fonds central pour les interventions d'urgence en 2019 par région

(En millions de dollars des États-Unis)

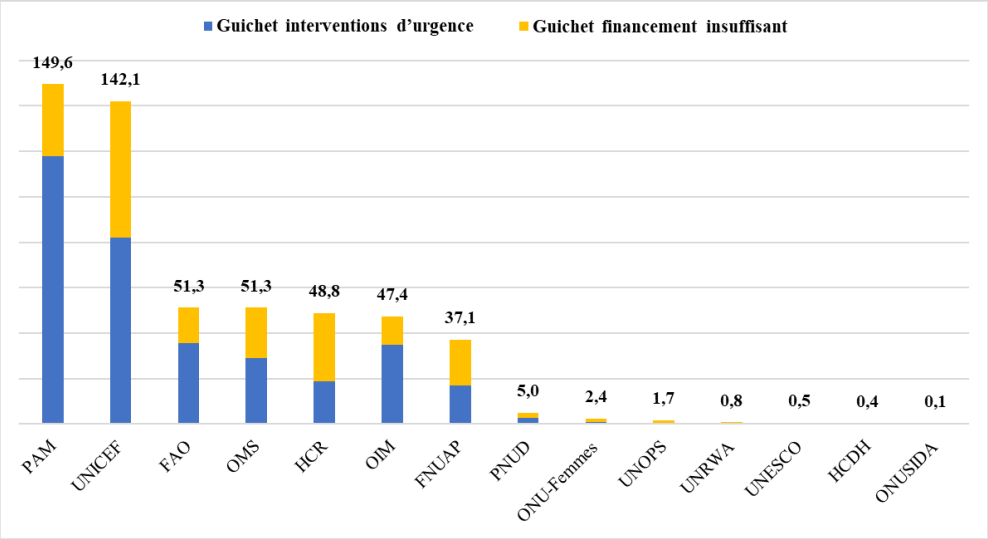


Subventions accordées aux organismes des Nations Unies

11. Le Programme alimentaire mondial et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont reçu à eux deux 54 % du montant total des fonds versés. L'importance des subventions accordées à ces organismes tient au fait qu'ils sont spécialisés dans les secteurs de la sécurité alimentaire, celui de la santé et celui de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, auxquels ont été consacrés le plus de fonds en 2019 (56 %).

Figure IV
Répartition des subventions du Fonds central pour les interventions d'urgence en 2019 par organisme

(En millions de dollars des États-Unis)



Abréviations : FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; FNUAP : Fonds des Nations Unies pour la population ; HCDH : Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ; HCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ; OIM : Organisation internationale pour les migrations ; OMS : Organisation mondiale de la Santé ; ONU-Femmes : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; ONUSIDA : Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida ; PAM : Programme alimentaire mondial ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; UNESCO : Organisation des Nations Unies pour la science et la culture ; UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance ; UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ; UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

III. Utilisation du Fonds

12. Les fonds alloués en 2019 ont permis de fournir une aide vitale à 29,4 millions de personnes[1], dont 53 % étaient des femmes et des filles. La proportion de femmes et de filles bénéficiant d'un appui était plus élevée dans certains secteurs, comme la

[1] Ce chiffre correspond au nombre de personnes visées par les subventions du Fonds. Selon les informations présentées dans les rapports des coordonnateurs résidents et coordonnateurs des opérations humanitaires sur l'emploi des subventions allouées par le Fonds, les projets humanitaires ont bénéficié à un plus grand nombre de personnes que celui prévu dans les demandes de subvention approuvées ces quatre dernières années (2015 à 2018). Le nombre de personnes visées est une bonne approximation, et probablement une sous-estimation, du nombre de bénéficiaires.

nutrition (62 %) et la protection (60 %). Les subventions ont permis de fournir une aide essentielle à 18,2 millions de déplacés et membres des collectivités d'accueil, soit 61 % du nombre total des personnes aidées en 2019 avec l'appui du Fonds.

13. Grâce aux subventions allouées en 2019 :

- 15,9 millions de personnes ont eu accès à des soins de santé ;
- 7,1 millions de personnes ont reçu une assistance en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement ;
- 5,6 millions de personnes ont bénéficié d'interventions de protection ;
- 4,9 millions de personnes ont reçu de la nourriture ;
- 3.9 millions de personnes ont reçu une aide axée sur les moyens de subsistance agricoles ;
- 2,7 millions de personnes ont reçu un soutien nutritionnel ;
- de nombreuses autres personnes ont bénéficié d'interventions relatives à l'administration des camps, des services communs et des services de coordination, d'une assistance en matière d'éducation, d'activités de lutte antimines, d'une assistance pécuniaire polyvalente, de l'assistance multisectorielle aux réfugiés et de solutions d'hébergement et d'articles de première nécessité.

Le Fonds a également financé en 2019 une opération d'envergure visant à lutter contre la maladie à virus Ebola et à renforcer les capacités opérationnelles de dépistage et de traitement rapides de l'Ebola au Burundi, en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Rwanda et au Soudan du Sud, qui a bénéficié indirectement à environ 57 millions de personnes.

A. Crises dues à des conflits et crises de longue durée

Cameroun

14. En 2019, le Cameroun a connu des crises humanitaires distinctes et complexes causées par la violence et l'insécurité, qui ont plongé quelque 4,3 millions de personnes dans le besoin d'une aide humanitaire. Alors qu'une recrudescence de la violence dans l'extrême nord du pays a arraché plus de 486 000 personnes à leur foyer, dans le nord-ouest et le sud-ouest, l'insécurité et les attaques contre les civils ont fait que plus de 1,3 million de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire. L'est et le nord du Cameroun accueillaient environ 280 000 réfugiés de la République centrafricaine.

15. Compte tenu de la situation humanitaire complexe et du niveau de financement extrêmement bas, en 2019, le Fonds a alloué un montant total de 16,3 millions de dollars par l'intermédiaire de son guichet financement insuffisant pour venir en aide à plus de 2 millions de personnes au Cameroun. Le versement d'un premier montant de 11,3 millions de dollars en mars a permis aux organismes des Nations Unies et aux partenaires d'apporter une assistance vitale à plus de 1,3 million de personnes, dont quelque 689 000 personnes déplacées, 30 000 membres de collectivités d'accueil et plus de 565 000 rapatriés dans les régions du sud-ouest, du nord-ouest et de l'extrême nord. Des activités ont été menées au bénéfice de plus de 197 000 personnes, notamment la fourniture d'une aide alimentaire d'urgence sous forme de nourriture et de transferts monétaires à 50 000 personnes et diverses interventions visant à lutter contre la violence fondée sur le genre.

16. Grâce à un deuxième montant de 5 millions de dollars versé par le guichet financement insuffisant en novembre, les organismes des Nations Unies et les partenaires ont pu répondre aux besoins de plus de 711 000 personnes dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest. Ils ont notamment fourni des soins de santé essentiels à près de 510 000 personnes et une assistance pécuniaire polyvalente à 7 500 autres personnes considérées comme étant les plus vulnérables.

Afghanistan

17. La poursuite du conflit, la pire sécheresse depuis des décennies et l'aggravation de la pauvreté ont contribué à la détérioration de la situation humanitaire en Afghanistan en 2019. Jusqu'à 6,3 millions de personnes ont eu besoin d'une aide humanitaire en 2019. La moitié de la population de l'Afghanistan, soit environ 17 millions de personnes, vivait dans des zones fortement touchées par le conflit et était régulièrement exposée aux violations des droits de la personne, y compris les attaques délibérées contre les infrastructures civiles, la violence sexuelle et la violence fondée sur le genre et le recrutement forcé. Le conflit qui se poursuivait a déplacé plus de 350 000 personnes en 2019.

18. En septembre 2019, le Fonds a alloué 16 millions de dollars par l'intermédiaire du guichet financement insuffisant pour financer la fourniture d'une aide vitale à près de 995 000 personnes touchées par la poursuite du conflit en Afghanistan ainsi qu'aux personnes revenues de pays voisins. Il s'agissait notamment d'améliorer les installations de distribution d'eau et d'assainissement, de distribuer des trousses d'hygiène et de promouvoir des pratiques d'hygiène, activités qui ont bénéficié à environ 150 000 personnes. En outre, la subvention a permis aux organismes des Nations Unies et aux partenaires d'améliorer l'accès aux soins de santé pour plus de 993 000 personnes et d'assurer des services de protection à 15 000 personnes.

B. Catastrophes naturelles

Cyclone Idai et cyclone Kenneth

19. En mars et avril 2019, l'Afrique australe a été touchée par le cyclone Idai et le cyclone Kenneth, qui avaient causé de fortes inondations et des destructions dans plusieurs pays. Le Fonds a alloué un montant total de 34,4 millions de dollars par l'intermédiaire du guichet interventions d'urgence afin de fournir une aide vitale à quelque 3,1 millions de personnes les plus vulnérables parmi les 3,4 millions de personnes directement touchées par les cyclones aux Comores, au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe. Dans les 48 heures suivant l'arrivée du cyclone Idai, le Coordonnateur des secours d'urgence a annoncé le versement d'un montant de 21,4 millions de dollars pour financer des activités de secours au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe. Un deuxième montant de 13 millions de dollars a été alloué afin de fournir une aide vitale aux personnes touchées par le cyclone tropical Kenneth aux Comores et au Mozambique.

20. Les deux cyclones tropicaux ont fait au moins 648 morts et détruit plus de 277 700 habitations au Mozambique. Un premier montant de 14 millions de dollars visant à financer l'action humanitaire menée sous la direction du Gouvernement mozambicain après le passage du cyclone Idai a été versé dans les cinq jours de la présentation de la demande de subvention, ce qui a permis aux organismes des Nations Unies et aux partenaires d'intensifier l'action humanitaire. La subvention du Fonds, qui visait environ 1,3 million de personnes les plus vulnérables parmi les 1,85 million de personnes directement touchées par le cyclone Idai, a permis aux organismes des Nations Unies et aux partenaires de lancer des interventions humanitaires. Grâce au deuxième montant de 10 millions de dollars visant à aider à

faire face au cyclone tropical Kenneth, les organismes des Nations Unies et les partenaires ont pu fournir une aide vitale à 620 000 personnes.

21. Au Zimbabwe, d'après les premières informations rassemblées, environ 270 000 personnes en situation de vulnérabilité extrême ont été touchées par les effets du cyclone Idai dans l'est du pays. La subvention de 4 millions de dollars accordée par le Fonds au Zimbabwe a permis aux organismes des Nations Unies et aux partenaires d'aider les collectivités concernées à mener des interventions rapides et de fournir une aide vitale à environ 350 000 personnes directement touchées.

22. Au Malawi, le cyclone Idai a touché environ 870 000 personnes et déplacé jusqu'à 87 000 personnes. Le montant de 3,4 millions de dollars accordé par le Fonds a permis de lancer des interventions immédiatement après le passage du cyclone. Grâce à cette subvention visant 600 000 personnes les plus vulnérables, les organismes des Nations Unies et les partenaires ont pu notamment fournir une aide alimentaire sous forme de transfert monétaire à environ 68 100 personnes et des kits dignité à 12 200 femmes.

23. Aux Comores, selon les premières informations rassemblées, plus de 186 000 personnes avaient besoin d'une aide humanitaire après le passage du cyclone Kenneth sur l'archipel. Celui-ci a déplacé 19 372 personnes, détruit 4 482 maisons et endommagé 7 013 habitations. Le montant de 3 millions de dollars accordé par le Fonds à l'appui des interventions menées sous la direction du Gouvernement a permis aux organismes des Nations Unies et aux partenaires de fournir une aide vitale à environ 280 000 personnes touchées.

Sécheresse dans la Corne de l'Afrique

24. En juin 2019, la sécheresse qui sévissait dans la Corne de l'Afrique a réduit 11,7 millions de personnes à un état d'insécurité alimentaire grave et plus de 785 000 enfants à une malnutrition sévère et déplacé environ 1,8 million de personnes en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et en Somalie. Le Fonds a alloué un montant de 45 millions de dollars par l'intermédiaire du guichet interventions d'urgence pour intensifier immédiatement l'aide alimentaire et nutritionnelle fournie aux victimes de la sécheresse partout en Éthiopie, au Kenya et en Somalie.

25. En Somalie, le Fonds avait déjà octroyé une subvention en mars 2019, le pays ayant connu des pluies plus courtes que la moyenne à la fin de 2018. Le montant de 12 millions de dollars versé par le guichet interventions d'urgence a permis aux organismes des Nations Unies et aux partenaires de fournir une aide vitale à 245 000 personnes vivant dans les zones les plus touchées dans le nord du pays. À peine deux mois plus tard, le pays a connu une longue saison de pluies tardives et irrégulières et une saison sèche particulièrement chaude qui ont donné les récoltes les plus maigres depuis que des données ont commencé à être enregistrées en 1995. En juin, en plus de plonger 1,7 million de personnes dans une insécurité alimentaire grave, la sécheresse a causé le déplacement de familles entières et une détérioration de la situation sanitaire en raison des épidémies de choléra, de rougeole et d'autres maladies liées à la sécheresse. Le montant de 30 millions de dollars octroyé par le Fonds à l'appui des interventions menées sous la direction du Gouvernement a permis aux organismes des Nations Unies et aux partenaires de fournir une aide vitale immédiate à environ 545 000 personnes.

26. En Éthiopie, la sécheresse a sévi principalement dans la région de Sumale et dans les plaines pastorales d'Oromiya. En juin, 7,9 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire grave. Le montant de 10 millions de dollars alloué par le Fonds a permis aux organismes des Nations Unies et aux partenaires de fournir à 735 000 personnes une assistance vitale rapide, y compris un accès fiable à l'eau

salubre à environ 332 000 personnes, et de mener des interventions dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage au bénéfice de 435 000 personnes.

27. Au Kenya, la sécheresse a très gravement touché les comtés de Baringo, de Garissa, d'Isiolo, de Mandera, de Marsabit, de Tana River, de Turkana et de Wajir. En juin, environ 1,6 million de personnes se trouvaient déjà dans un état d'insécurité alimentaire et en plus, la situation sanitaire a été aggravée par des épidémies de choléras, de rougeole et d'autres maladies liées à la sécheresse. Un montant de 5 millions de dollars a été alloué par le Fonds pour financer des interventions menées sous la direction du Gouvernement visant à fournir une aide vitale rapide à 550 000 personnes. Cette subvention a permis aux organismes des Nations Unies et aux partenaires notamment de fournir des moyens de subsistance d'urgence à 168 000 personnes et l'accès à des services de soins axés sur la santé sexuelle et procréative à 371 000 personnes.

C. Crise sanitaire

Épidémie de maladie à virus Ebola en République démocratique du Congo

28. En 2019, les efforts se sont poursuivis en République démocratique du Congo en vue de contenir l'épidémie de maladie à virus Ebola, principalement dans les provinces de l'Ituri du Nord-Kivu, épidémie qui avait été initialement déclarée par le Ministère de la santé en août 2018. En mars 2019, plus de 1 000 cas avaient été signalés dans la région touchée. Toutefois, entre avril et juin 2019, le nombre de cas a doublé. Entre début juin et début août, le nombre de nouveaux cas par semaine se situait en moyenne entre 75 et 100.

29. En septembre 2019, le Fonds a alloué 10 millions de dollars par l'intermédiaire du guichet interventions d'urgence pour financer la fourniture rapide d'aide aux personnes dans le besoin en République démocratique du Congo. Cette subvention a permis aux organismes des Nations Unies et aux partenaires de décontaminer les maisons de 100 personnes infectées par l'Ebola, d'équiper quatre crèches publiques, acheter et distribuer de l'eau, des équipements sanitaires et des articles d'hygiène et de remettre sur pied 100 sites de dépistage à différents points d'entrée dans le pays.

30. Cette subvention venait s'ajouter à un montant de 2,8 millions de dollars accordé antérieurement pour lutter contre cette même épidémie et à un montant de 2 millions de dollars destiné à financer la lutte contre l'épidémie qui sévissait dans la province de l'Équateur en mai 2018. Dans les deux cas, les subventions ont permis à l'équipe de pays pour l'action humanitaire de lancer des interventions et de sauver des milliers de vies pendant que le pays mobilisait des ressources supplémentaires.

31. Par ailleurs, en décembre 2018 et en janvier 2019, le Fonds a alloué 10,5 millions de dollars par l'intermédiaire du guichet interventions d'urgence pour soutenir les activités de préparation en prévision d'une épidémie d'Ebola au Burundi (2,4 millions de dollars), en Ouganda (4,3 millions de dollars), au Rwanda (1,8 million de dollars) et au Soudan du Sud (2 millions de dollars). L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a estimé que ces pays couraient un grand risque d'être touchés si l'épidémie devait s'étendre hors des frontières de la République démocratique du Congo.

IV. Initiatives stratégiques du Fonds

32. Face à la complexité des problèmes humanitaires, le Fonds a essayé plusieurs approches novatrices. Au début de 2019, le Coordonnateur des secours d'urgence a recensé quatre domaines prioritaires qui étaient depuis longtemps insuffisamment

financés et a encouragé les coordonnateurs résidents et coordonnateurs des opérations humanitaires à en tenir compte quand ils demandaient des subventions. Par ailleurs, la possibilité du financement pluriannuel des besoins humanitaires de longue durée par le guichet financement insuffisant a été étudiée et une méthode d'action par anticipation a été mise à l'essai par l'intermédiaire du guichet interventions d'urgence. L'objectif visé par le Fonds est de donner l'exemple grâce à ces initiatives, de manière qu'elles soient reprises et développées par le système humanitaire en général.

Quatre domaines prioritaires

33. Au début de 2019, le Coordonnateur des secours d'urgence a conseillé au coordonnateurs résidents et coordonnateurs des opérations humanitaires qui avaient lancé des activités humanitaires de tirer parti des subventions du Fonds pour faire en sorte qu'une plus grande attention soit accordée à quatre domaines stratégiques qui demeuraient insuffisamment financés en dépit des engagements pris par la communauté internationale et qui étaient essentiels à une assistance de qualité. Il s'agit des quatre domaines suivants : l'appui aux femmes et aux filles, y compris la lutte contre la violence fondée sur le genre, la santé procréative et l'autonomisation ; les programmes en faveur des personnes handicapées ; l'éducation dans les crises prolongées ; autres aspects de la protection.

34. L'objectif visé est de renforcer la prise en compte de ces quatre domaines stratégiques dans les stratégies et projets d'allocation de subventions du Fonds. L'utilisation du Fonds pour mettre davantage l'accent sur les quatre domaines prioritaires permettra également d'appeler, à l'échelle mondiale, l'attention sur ces domaines insuffisamment financés. Des informations complètes sur l'incidence de cette initiative seront disponibles lorsque tous les rapports sur les subventions octroyées en 2019 seront publiés à la fin de 2020 et lorsque l'examen de l'initiative sera achevé en 2020. Selon les résultats préliminaires de l'analyse des données et des éléments empiriques, l'initiative a contribué à ce que les activités menées par les organismes dans ces domaines soient plus clairement et régulièrement prises en compte dans l'octroi des subventions.

Financement pluriannuel

35. Une quantité croissante de données factuelles met en évidence les avantages d'un financement pluriannuel prévisible de l'action humanitaire. L'énumération souvent répétitive des bénéficiaires des interventions insuffisamment financées donne à penser qu'il serait indiqué d'accroître l'incidence des financements disponibles au moyen d'un financement pluriannuel stratégique, en particulier pour certaines crises humanitaires prolongées. Le Fonds a octroyé à titre expérimental une subvention pluriannuelle au Bangladesh en 2019, un montant de 10 millions de dollars devant être versé sur deux ans pour financer les activités d'éducation menées auprès des réfugiés rohingya à Cox's Bazar. Compte tenu des liens étroits entre l'éducation et la protection dans les situations d'urgence, ainsi que des risques connexes en matière de protection auxquels sont exposés les enfants non scolarisés, ce projet pilote cadre tout à fait avec les critères de sauvetage des vies humaines.

36. Le projet pilote vise à démontrer les avantages d'un financement pluriannuel coordonné de l'action humanitaire et à tirer des enseignements pour guider l'utilisation des fonds pour des programmes humanitaires pluriannuels le cas échéant. Les organismes d'exécution, à savoir le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'UNICEF, ont constaté les effets positifs du financement pluriannuel. Ils ont souligné que la perspective à long terme leur offre une plus grande souplesse

dans la programmation et une certitude quant à la prévisibilité des fonds, qui est particulièrement importante pour l'éducation dans les situations d'urgence.

Mesures d'anticipation

37. Après avoir mené plusieurs études et consultations techniques, en 2019, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a élaboré, en collaboration avec la Banque mondiale et d'autres partenaires, un cadre d'action préventive en prévision de la sécheresse en Somalie. Le Fonds débloquerait des fonds si un épisode de sécheresse d'une gravité exceptionnelle devait créer des besoins humanitaires extraordinaires. Le cadre d'action énonce des règles en matière de prévision et de décision et fixe des seuils pour la mise en œuvre des accords de financement préétablis. Il contient également un plan d'action humanitaire et des modalités d'exécution arrêtés au préalable. Les fonds seront débloqués si les seuils prédéfinis concernant les prévisions sont atteints, ce qui permettra d'appliquer rapidement les mesures prévues afin de réduire l'incidence humanitaire de la sécheresse, de protéger les personnes vulnérables et d'atténuer la dégradation des conditions. Le seuil de déclenchement d'un décaissement n'a pas été atteint en 2019. L'équipe de pays pour l'action humanitaire continue de suivre les prévisions et, grâce aux travaux préparatoires, le cadre d'action préventive sera mis en exécution si le seuil est atteint.

V. Gestion et administration du Fonds

Groupe consultatif pour le Fonds central pour les interventions d'urgence

38. Le Groupe consultatif pour le Fonds central pour les interventions d'urgence a été créé en application de la résolution 60/124 de l'Assemblé générale, qui l'a chargé de conseiller le Secrétaire général, par l'intermédiaire du Coordonnateur des secours d'urgence, sur l'utilisation et l'impact du Fonds. Le Groupe s'est réuni en juin et décembre 2019. À la réunion de juin, le Groupe et le Coordonnateur des secours d'urgence ont examiné comment le Fonds pourrait contribuer à améliorer le système d'action humanitaire. Le Groupe est convenu que, dans le cadre de son mandat humanitaire visant à sauver des vies, le Fonds pourrait jouer un rôle dans le financement d'activités en amont des crises en gestation et a réaffirmé son soutien aux efforts faits par le Fonds pour agir par anticipation. Il a également estimé que les nouvelles méthodes d'allocation de fonds devraient être appliquées de manière structurée afin que des enseignements puissent être tirés pour éclairer les décisions sur les innovations futures.

39. À la réunion de décembre, le Groupe consultatif a examiné avec le Coordonnateur des secours d'urgence et les coordonnateurs résidents et coordonnateurs des opérations humanitaires pour le Cameroun et l'Ukraine la place donnée aux quatre domaines prioritaires recensés par le Coordonnateur des secours d'urgence dans les activités humanitaires financées par le Fonds. Le Groupe a accueilli avec satisfaction l'initiative et a réaffirmé qu'il fallait donner une plus grande importance à ces quatre domaines dans l'action humanitaire.

Portée, à l'échelle mondiale, des partenariats du Fonds

40. Le Fonds est chargé de verser des subventions aux organismes des Nations Unies uniquement, mais bon nombre de celles-ci sont utilisées dans le cadre de partenariats avec des organisations non gouvernementales, les gouvernements des pays hôtes et les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

41. Sur les 500,5 millions de dollars que le Fonds a alloués en 2018 (année la plus récente pour laquelle des données sur les partenariats sont disponibles)[2], 137 millions de dollars de subventions indirectes auraient été redistribués par les organismes des Nations Unies bénéficiaires à 717 partenaires d'exécution répartis dans 45 pays. Grâce à ce vaste réseau de partenariats, les subventions ont une portée mondiale sans équivalent, qu'il serait difficile d'atteindre dans le cadre d'accords de financement direct avec les donateurs.

42. En 2018, les subventions indirectes représentaient 27 % du montant total versé par le Fonds. Ce chiffre ne tient pas compte du montant des accords en nature passés avec les partenaires.

43. La majorité des organismes qui ont bénéficié des subventions indirectes étaient des partenaires nationaux et locaux, dont 373 organisations non gouvernementales nationales ou locales, 176 partenaires gouvernementaux et 18 sociétés nationales de la Croix-Rouge ou du Croissant-Rouge. Les 150 autres partenaires étaient des organisations non gouvernementales internationales. Les organismes qui ont accordé le plus de subventions indirectes étaient l'UNICEF (60 millions de dollars), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (30 millions de dollars) et le Programme alimentaire mondial (12 millions de dollars).

Transparence

44. En 2019, le Fonds a continué d'œuvrer à une gestion transparente de l'allocation des subventions. Toutes les décisions d'octroi de subventions sont affichées en temps réel sur le site Web du Fonds et sont diffusées sur plusieurs plateformes, notamment le Service de surveillance financière, Humanitarian Data Exchange et l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide. En 2019, le taux de transparence du Fonds sur la plateforme de l'Initiative est passé à 95 %, ce qui fait du Fonds l'une des 12 entités les plus transparentes parmi les 1 100 organisations qui publient leurs données selon les normes de l'Initiative.

45. En 2019, le Fonds a établi un nouveau module en ligne qui diffuse en temps réel des résumés explicatifs sur les subventions octroyées[3]. Un résumé est publié dès que le Coordonnateur des secours d'urgence approuve l'octroi de subventions pour une situation d'urgence, et des informations supplémentaires sont ajoutées à mesure que des projets sont élaborés et approuvés. Une fois que les subventions ont été versées et que les coordonnateurs résidents et coordonnateurs des opérations humanitaires ont présenté un rapport sur les résultats obtenus, ces nouvelles informations sont intégrées dans les résumés affichés en ligne.

46. À cet égard, le Fonds a établi un service qui offre aux parties prenantes la possibilité de recevoir en temps réel par courrier électronique des notifications sur l'octroi de nouvelles subventions. Les partenaires pourront ainsi se tenir au courant des activités du Fonds et consulter les informations les plus récentes sur l'octroi de subventions.

Gestion des risques

47. En 2019, le Fonds a continué de suivre et de communiquer les informations relatives à d'éventuels cas de fraude liés à ses financements. Conformément à ses directives et à ses consignes générales en matière de communication, le secrétariat a

---

[2] Il faut normalement jusqu'à neuf mois pour exécuter les projets subventionnés et trois mois pour rendre compte de leurs résultats.

[3] Les résumés sur les subventions étaient auparavant publiés une fois par an dans le cadre du rapport sur les résultats du Fonds.

continué d'assurer la liaison avec les organismes et les donateurs concernant d'éventuels cas de fraude.

48. Les partenaires ont signalé six cas d'utilisation frauduleuse présumée des fonds dans le cadre de projets subventionnés par le Fonds. La communication des informations et le suivi des dossiers ont été effectués conformément aux directives et consignes générales. Sur la base des données recueillies au cours d'une enquête menée par l'organisme bénéficiaire, il a été constaté que les allégations ne pouvaient pas être étayées dans deux des six cas. Les enquêtes concernant les quatre autres cas se poursuivent.

Valeur ajoutée stratégique du Fonds

49. En plus d'être une source de financement rapide et urgent, le Fonds apporte une importante valeur stratégique. Interrogés sur la valeur ajoutée stratégique des financements que le Fonds a versés en 2018, 96 % des coordonnateurs résidents et coordonnateurs des opérations humanitaires ont déclaré que les subventions avaient contribué à l'acheminement rapide de l'aide, 100 % ont déclaré qu'elles avaient contribué à répondre à des besoins humanitaires très urgents, 82 % ont estimé qu'elles avaient permis d'améliorer la coordination au sein de la communauté humanitaire et 84 % ont indiqué que le Fonds avait amélioré la mobilisation de ressources provenant d'autres sources.

Examens par pays

50. Afin de garantir au Coordonnateur des secours d'urgence et aux parties prenantes du Fonds que ce dernier obtienne des résultats, le secrétariat du Fonds fait faire chaque année des examens indépendants de la contribution de celui-ci aux interventions humanitaires dans certains pays ou certaines régions.

51. En 2019, le secrétariat a engagé des consultants indépendants pour effectuer deux examens de ce type afin d'évaluer la valeur ajoutée du Fonds en s'appuyant sur des indicateurs de résultats et de responsabilisation. L'un des examens avait pour objet d'évaluer le soutien apporté par le Fonds aux quatre domaines prioritaires insuffisamment financés qui ont été recensés par le Coordonnateur des secours d'urgence en janvier 2019. Il devait contribuer à une évaluation générale des résultats préliminaires de l'application des orientations données par le Coordonnateur des secours d'urgence. Le deuxième examen portait sur la contribution du Fonds dans les situations d'urgence de faible ampleur auxquelles les donateurs accordaient souvent un financement limité. Il s'agissait d'examiner la valeur ajoutée qu'apportait le Fonds dans certaines situations d'urgence de faible ampleur et la question de savoir si le Fonds devrait envisager de procéder autrement dans ces types de situations d'urgence.

52. Ces examens ont été entrepris à la fin de 2019 et les rapports finals doivent être publiés au troisième trimestre de 2020.

Actualisation de la circulaire du Secrétaire général

53. La circulaire du Secrétaire général ST/SGB/2010/5 sur la création et le fonctionnement du Fonds guide la gestion du Fonds. Initialement publiée en 2006, elle a été actualisée en 2010. À la demande du Secrétaire général, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a entamé le processus d'actualisation de cette circulaire.

Actualisation des critères du Fonds relatifs au sauvetage des vies humaines

54. L'Assemblée générale définit le mandat du Fonds dans sa résolution 60/124 et les critères relatifs au sauvetage des vies humaines codifient les activités qui peuvent

être subventionnées par le Fonds. Les critères en vigueur ont été établis et approuvés par le Coordonnateur des secours d'urgence en janvier 2010. Bien que le mandat confié au Fonds par l'Assemblée n'ait pas changé, le paysage humanitaire dans lequel opère le Fonds a beaucoup évolué, d'où la nécessité d'actualiser les critères relatifs au sauvetage des vies humaines. En 2019, le Fonds a consulté les organismes des Nations Unies, les coordonnateurs des Groupes mondiaux et le Groupe consultatif pour cerner les principaux aspects des critères qui avaient besoin d'être affinés, conformément aux accords conclus avec le Comité permanent interorganisations depuis 2010. La version actualisée des critères relatifs au sauvetage des vies humaines doit en principe être approuvée par le Coordonnateur des secours d'urgence en 2020.

VI. Montant des financements disponibles et cercle des donateurs du Fonds

Montant des financements disponibles

55. Les contributions annoncées en 2019 ont de nouveau atteint un niveau record. Un montant total de 834,6 millions de dollars a été annoncé pour 2019. Au 31 décembre de cette même année, 831,6 millions de dollars avaient été reçus (dont 21,2 millions de dollars reçus en 2018 et 810,4 millions de dollars reçus en 2019). Ce montant représente 276,0 millions de dollars de plus qu'en 2018 et seulement 165,4 millions de dollars de moins que l'objectif de financement annuel d'un milliard de dollars approuvé par l'Assemblée générale. La forte augmentation du montant des financements disponibles tient au montant exceptionnellement élevé des contributions reçues en décembre (390,8 millions de dollars). Cela a permis au Fonds de disposer à la fin de 2019 d'un montant exceptionnellement important qui pourrait être consacré à des programmes en 2020.

56. En tout 55 États Membres et observateurs, trois autorités régionales et des donateurs du secteur privé ont contribué au Fonds en 2019. Quatre nouveaux engagements pluriannuels ont été pris par l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Nouvelle-Zélande. La contribution la plus importante a été versée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, suivie par l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas et la Norvège.

Diversification et élargissement du cercle des donateurs

57. Depuis sa création en 2005, le Fonds a bénéficié de l'appui d'un grand nombre de donateurs et a reçu des contributions de 129 États Membres et observateurs, des autorités régionales et locales, du secteur privé et de particuliers. Le cercle des donateurs comprend 53 pays bénéficiaires qui contribuent à leur tour au Fonds, en signe de solidarité avec les personnes touchées par des crises dans d'autres régions du monde. En 2019, sept de ces États Membres (Colombie, Oman, Pakistan, Pérou, République de Moldova, Tunisie et Viet Nam) ont de nouveau versé des contributions et un État Membre (République islamique d'Iran) et une autorité régionale [Agence basque de coopération au développement (Espagne)] ont contribué au Fonds pour la première fois.

58. Cela étant, le Fonds continue de dépendre des 20 principaux donateurs pour plus de 99 % de ses revenus. La part fournie par les 10 premiers donateurs dans le montant total des revenus est passée de 92,4 % en 2018 à 94,2 % en 2019. Le nombre annuel de donateurs a considérablement fluctué au fil des ans. En 2019, 54 États Membres et observateurs ont contribué au Fonds, mais c'était en 2009 que leur nombre a été le plus élevé (65). La plupart des donateurs qui ont cessé de contribuer au Fonds après 2009 et 2011, années où le Fonds a bénéficié de l'appui d'un grand nombre de

contributeurs, étaient de petits donateurs ponctuels, dont la générosité a été éveillée par des catastrophes de grande ampleur dont on a beaucoup parlé (par exemple, le tremblement de terre qui a frappé Haïti en 2010).

59. Pour accroître au maximum le montant et la prévisibilité des financements, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires continue d'exhorter tous les États Membres à contribuer régulièrement au Fonds central pour les interventions d'urgence, conformément à la résolution 71/127 de l'Assemblée générale.

Annexe I

A. Fonds central pour les interventions d'urgence – subventions : état des résultats financiers pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2019[a]

(En dollars des États-Unis)

Produits	
Contributions volontaires[b]	794 964 972
Autres transferts et allocations	338 393
Produits des placements[c]	5 967 355
Total des produits	**801 270 720**
Charges	
Subventions et autres transferts	527 691 479
Frais de fonctionnement divers[d]	17 204 403
Total des charges	**544 895 882**
Excédent/(déficit) pour l'année	**256 374 838**

B. Fonds central pour les interventions d'urgence – subventions : état des variations de l'actif net pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2019[a]

(En dollars des États-Unis)

	Actif net
Actif net au 31 décembre 2018	711 017 097
Variations de l'actif net	
Excédent/(déficit) pour l'année	256 374 838
Total des variations de l'actif net	**256 374 838**
Actif net au 31 décembre 2019	**967 391 935**

[a] Les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.

[b] Représente les contributions volontaires conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public. Voir annexe II pour les contributions annoncées.

[c] Comprend le montant net de 222 924 dollars (produit des placements) issu de la composante prêts du Fonds central pour les interventions d'urgence conformément à la résolution 66/119 de l'Assemblée générale.

[d] Comprend les dépenses d'appui aux programmes (Nations Unies) s'élevant à 9 865 041 dollars et les pertes de change s'élevant à 7 317 573 dollars.

Annexe II

Fonds central pour les interventions d'urgence – subventions : contributions annoncées pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2019

(En dollars des États-Unis)

Contributeur	*Contributions annoncées*[a]
États Membres et observateurs	
Allemagne	106 002 359
Andorre	16 943
Arabie saoudite	150 000
Arménie	5 000
Australie	8 184 524
Azerbaïdjan	20 000
Bangladesh	20 000
Belgique	18 952 062
Bhoutan	1 500
Canada	22 528 736
Chili	30 000
Chine	500 000
Colombie	90 000
Danemark	25 814 414
Émirats arabes unis	5 000 000
Espagne	3 409 091
Estonie	113 766
Fédération de Russie	1 500 000
Finlande	8 978 676
Guyana	2 158
Indonésie	220 000
Iran (République islamique d')	23 873
Irlande	11 394 770
Islande	465 030
Italie	3 928 171
Japon	680 357
Kazakhstan	10 000
Koweït	1 000 000
Liechtenstein	200 803
Luxembourg	5 470 460
Monaco	113 766
Mongolie	10 000
Myanmar	10 000
Norvège	54 707 311
Nouvelle-Zélande	2 039 429
Oman	50 000
Pakistan	10 000

Contributeur	*Contributions annoncées*[a]
Pays-Bas	62 500 000
Pérou	2 943
Philippines	2 500
Portugal	170 455
Qatar	1 000 000
République de Corée	5 000 000
République de Moldova	3 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	386 100 386
Singapour	50 000
Sri Lanka	10 000
Suède	88 943 146
Suisse	6 913 289
Tchéquie	219 106
Thaïlande	20 000
Tunisie	5 000
Turquie	400 000
Viet Nam	10 000
Total (États Membres et observateurs)	**833 003 022**
Autorités régionales et locales	
Agence basque de coopération au développement (Espagne)	109 409
Gouvernement de Flandres (Belgique)	688 863
Agence catalane de coopération au développement (Espagne)	325 477
Total (autorités régionales et locales)	**1 123 750**
Divers	
Feue Mme Barbara Cahill	114 060
Dons de particuliers effectués par l'intermédiaire de la Fondation pour les Nations Unies (moins de 10 000 dollars)	338 393
Dons de particuliers effectués hors la Fondation pour les Nations Unies (moins de 10 000 dollars)	237
Total (divers)	**452 691**
Total	**834 579 462**

[a] Les contributions indiquées sont celles annoncées par les donateurs pour l'année et diffèrent du montant inscrit au titre des produits conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public. Les montants reçus peuvent être différents des contributions initialement annoncées en raison des fluctuations des taux de change.

Annexe III

Montant total des subventions accordées par le Fonds central pour les interventions d'urgence entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019

(En dollars des États-Unis)

Pays, territoire ou région	*Guichet interventions d'urgence*	*Guichet financement insuffisant*	*Total*
Afghanistan		15 999 997	15 999 997
Angola	6 342 732		6 342 732
Bahamas	1 002 151		1 002 151
Bangladesh	5 239 236	10 104 523	15 343 759
Burkina Faso	3 998 647	6 011 883	10 010 530
Burundi	2 384 881		2 384 881
Cameroun		16 297 676	16 297 676
Colombie		7 991 845	7 991 845
Comores	2 994 184		2 994 184
Congo	2 987 422		2 987 422
Cuba	1 995 221		1 995 221
Djibouti	1 248 469	4 003 125	5 251 594
El Salvador	1 998 859		1 998 859
Érythrée		2 000 112	2 000 112
Éthiopie	21 109 759		21 109 759
Guatemala	1 986 599		1 986 599
Haïti	6 136 239	5 018 366	11 154 605
Honduras		2 999 924	2 999 924
Iran (République islamique d')	1 971 476		1 971 476
Kenya	8 008 589		8 008 589
Lesotho	7 850 528		7 850 528
Libye	3 758 398		3 758 398
Madagascar		4 998 919	4 998 919
Malawi	13 352 471		13 352 471
Mali		6 000 086	6 000 086
Mozambique	28 946 686		28 946 686
Myanmar	3 494 397		3 494 397
Niger	8 945 682	7 989 787	16 935 469
Ouganda	4 304 763	17 991 573	22 296 336
Pakistan	10 280 648		10 280 648
Philippines	3 066 075		3 066 075
République démocratique du Congo	13 936 464	31 753 453	45 689 917
République populaire démocratique de Corée	5 999 898		5 999 898
République-Unie de Tanzanie		5 989 345	5 989 345
Rwanda	1 798 007		1 798 007
Samoa	2 707 068		2 707 068

Pays, territoire ou région	*Guichet interventions d'urgence*	*Guichet financement insuffisant*	*Total*
Somalie	49 869 672		49 869 672
Soudan	29 362 710	14 003 594	43 366 304
Soudan du Sud	27 932 833		27 932 833
Tchad		10 979 313	10 979 313
Ukraine		6 003 065	6 003 065
Venezuela (République bolivarienne du)		10 015 686	10 015 686
Yémen	31 666 052		31 666 052
Zambie	7 988 674		7 988 674
Zimbabwe	14 105 895		14 105 895
Crise régionale des réfugiés et des migrants vénézuéliens[a]		6 000 000	6 000 000
Territoire palestinien occupé		7 748 483	7 748 483
Total	**338 771 385**	**199 900 755**	**538 672 140**

[a] Le Brésil, la Colombie, l'Équateur et le Pérou ont bénéficié des subventions régionales destinées à faire face à la crise des réfugiés et des migrants vénézuéliens.

Annexe IV

A. Fonds central pour les interventions d'urgence – prêts : état des résultats financiers pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2019[a]

(En dollars des États-Unis)

Produits	
Produit des placements[b]	–
Total	**–**
Charges	
Total	**–**
Excédent pour l'année	**–**

[a] Les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.

[b] Le montant net du produit des placements (222 924 dollars) a été pris en compte dans la composante subventions du Fonds central pour les interventions d'urgence conformément à la résolution 66/119 de l'Assemblée générale.

B. Fonds central pour les interventions d'urgence – prêts : état des variations de l'actif net pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2019[a]

(En dollars des États-Unis)

	Actif net
Actif net au 31 décembre 2018	30 000 000
Variations de l'actif net	
Excédent pour l'année	–
Total des variations de l'actif net	**–**
Actif net au 31 décembre 2019[b]	**30 000 000**

[a] Les états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.

[b] Représente l'encours des prêts d'un montant de 30 millions de dollars.

Annexe V

Prêts octroyés par le Fonds central pour les interventions d'urgence entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019

(En dollars des États-Unis)

Organisme	*Pays/territoire/région*	*Année de décaissement*	*Montant*
Encours des prêts au 1er janvier 2019			
UNRWA	Territoire palestinien occupé (Cisjordanie et Gaza, y compris Jérusalem-Est occupée), Jordanie, Liban et République arabe syrienne	2018	15 000 000
Total			**15 000 000**
Prêts décaissés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019			
UNRWA	Territoire palestinien occupé (bande de Gaza)	2019	20 000 000
UNRWA	Territoire palestinien occupé (bande de Gaza) et République arabe syrienne	2019	30 000 000
Total			**50 000 000**
Prêts remboursés entre le 1er janvier et le 31 décembre 2019			
UNRWA	Territoire palestinien occupé (Cisjordanie et Gaza, y compris Jérusalem-Est occupée), Jordanie, Liban et République arabe syrienne	2018	15 000 000
UNRWA	Territoire palestinien occupé (bande de Gaza)	2019	10 000 000
UNRWA	Territoire palestinien occupé (bande de Gaza) et République arabe syrienne	2019	10 000 000
Total			**35 000 000**
Encours des prêts au 31 décembre 2019			
Total			**30 000 000**

Abréviation : UNRWA : Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.